

Femmes en lutte !

EXPOSITION PHOTOGRAPHIQUE

Janvier 2023 - Décembre 2023

**Images de grèves et de
manifestations
(1936-1987)**

Les femmes ont toujours lutté !

Dans notre imaginaire collectif, les luttes de femmes renvoient aux marches vers Versailles des Parisiennes pour aller chercher le roi et sa famille et aux manifestations féministes des années 70. En réalité, des « midinettes » durant la Première Guerre mondiale aux ouvrières des usines Sivem, en passant par les mobilisations générales lors du Front Populaire, les femmes ont toujours porté pour elles et pour l'ensemble de la société les revendications ouvrières et populaires de leur temps.

C'est ce que l'exposition des Archives départementales propose de rendre visible : des femmes, en Seine-Saint-Denis notamment, dans l'espace public se mobilisant

pour la reconnaissance de leurs qualifications, pour l'égalité salariale, pour lutter contre les phénomènes de désindustrialisation tout en continuant d'assumer les charges qui leur incombaient en tant que mères, ainsi des femmes tricotent sereinement lors de l'occupation de leur usine en 1936.

Les Archives départementales nous proposent, une nouvelle fois, un fond photographique riche et surprenant pour compléter notre connaissance des luttes des femmes d'hier afin de mieux porter celles d'aujourd'hui.

Stéphane Troussel

Président du Département de la Seine-Saint-Denis

Fin de la grève avec occupation des Grands magasins, Cité d'Antin notamment : scène de liesse, défilé dans les rues, poing levé. Paris (75), 19 juin 1936.

Droits réservés - Fonds dit « du Matin » - Archives du PCF / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

Programmation de l'exposition sur
archives.seinesaintdenis.fr



seine-saint-denis
LE DÉPARTEMENT

Les femmes ont toujours lutté



Contrairement aux idées reçues, les femmes se sont toujours battues, dans et en dehors du monde du travail. Leur présence est souvent comprise comme le signe d'une mobilisation exceptionnelle : si même les femmes s'y mettent... En réalité, ce qui mérite l'étonnement, c'est qu'on oublie leur participation : leur invisibilisation rétrospective qui s'explique par la transgression de genre que représente la participation à une lutte collective car elles ne sont pas censées occuper l'espace public, ce n'est pas leur rôle.

Dès le XVIII^e siècle, elles sont partie prenante des révoltes, que celles-ci soient frumentaires (prix du pain trop élevé) ou antifiscales (taxes et impôts trop élevés). En octobre 1789, elles s'assemblent contre la cherté du pain et marchent jusqu'à Versailles pour interpeller le monarque. Elles ramènent alors à Paris « le boulanger, la boulangère et le petit mitron », qu'elles considèrent comme les garants d'une vie convenable, donc les responsables de leur misère.

Au XX^e siècle dans le monde du travail, les « petites mains » de la couture parisienne – les midinettes – se lancent dans une grève qui fait tâche d'huile pendant la Première Guerre mondiale. Quelques jours plus tard, ce sont les « munitionnettes » – fabricantes d'armes – qui entrent en grève pour les salaires et les conditions de travail. Impliquées durant les grèves du Front populaire de 1936 ou dans le mouvement de mai-juin 1968, elles acquièrent davantage de visibilité dans les mobilisations des « années 1968 », tandis qu'une contestation féministe se déploie. Outre leur participation à l'«insubordination ouvrière», notamment dans le secteur du textile en proie à la désindustrialisation, mais également dans la métallurgie ou d'autres secteurs industriels, les employées ne sont pas en reste comme le révèle leur rôle moteur dans le mouvement des banques en 1974. Dans la deuxième moitié des années 1980, après un reflux de la contestation, les infirmières, les institutrices puis les assistantes sociales s'organisent pour faire valoir la reconnaissance de leurs qualifications.



1^{er} mai 1936, dans le cortège, un groupe de femmes, poing levé, pose sous la banderole « 1917, Les Midinettes, 1936 ». Paris (75), 1^{er} mai 1936.

Droits réservés - Mémoires d'Humanité / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis



Front Populaire : groupe de femmes et d'hommes au Centre de fabrication des ateliers du Bon Marché. Paris (75), 106, rue du Bac, 7^e arrondissement, s.d.

Droits réservés - Fonds dit « du Matin » - Archives du PCF / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

... pour la reconnaissance de leur travail et pour leurs droits ...

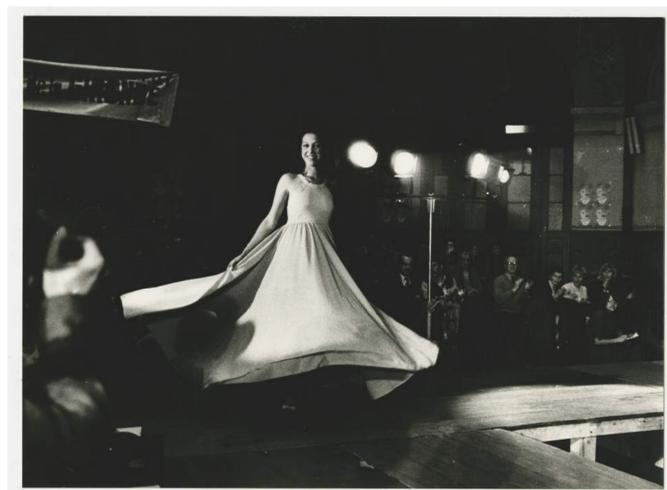
La reconnaissance de leurs qualifications professionnelles constitue un enjeu majeur de leurs mobilisations. En effet, dans de très nombreux métiers, qu'il s'agisse de l'industrie, du service à la personne voire même du service public, on considère que les femmes sont « naturellement » aptes à réaliser certaines tâches et de fait qu'il ne s'agit pas d'une qualification. Les ouvrières sont ainsi considérées comme « naturellement » adaptées aux « tâches répétitives et simples », comme l'écrit le CNPF, l'ancêtre du MEDEF en 1971. Elles seraient plus habiles, minutieuses que les hommes. Par le biais de cette naturalisation des compétences, elles sont déqualifiées et sous-payées. C'est pourquoi de très nombreuses grèves de femmes mettent finalement en avant la reconnaissance de leurs qualifications.



Manifestation de salarié-e-s de l'entreprise SIVEM confection à Paris le 4 décembre 1981
Jacques Marie / Mémoires d'Humanité / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

Parmi les revendications fréquentes, l'enjeu de l'égalité salariale revient sporadiquement, de même que le combat pour la dignité, face aux brimades voire au « droit de cuissage » qu'elles combattent régulièrement. Pour gagner, elles ont recours aux modalités d'action traditionnelles du mouvement ouvrier. Elles organisent des manifestations, occupent leur lieu de travail voire séquestrent leur direction. Elles sont également amenées à négocier. Cependant, elles renouvellent également le répertoire d'actions, élaborant ainsi de nombreuses chansons de lutte ou organisant des défilés de mode mettant en avant le produit de leur travail.

La plupart du temps, les travailleuses en grève ne se disent pas féministes, considérant que le féminisme est anti-hommes ou bourgeois à l'image des orientations syndicales tendant jusqu'à la fin du XX^e siècle à considérer que le féminisme divise la classe ouvrière. En réalité, il est difficile d'établir là où s'arrête le féminin et là où commence le féminisme, les pratiques des femmes en lutte étant largement empreintes de leur gestion du travail domestique, notamment.



Défilé de mode organisé par les ouvrières en grève de l'usine Saint-Joseph Textile à Bordeaux.
IHS-CGT, Fédération de l'habillement, 200517/Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

tout en étant épouses, mères, travailleuses et grévistes !

Cette implication dans les grèves n'est pas déconnectée de leur engagement syndical, également ancien. La loi de 1884, qui autorise la constitution de syndicats professionnels d'ouvriers et d'employés, n'exclut pas la « citoyenneté syndicale » pour les femmes, mais soumet l'adhésion à l'autorité du mari jusqu'en 1920. Certaines s'impliquent dans des syndicats féminins et leur syndicalisation progresse dans les organisations mixtes. À la Libération, les commissions féminines se multiplient pour élaborer une intervention auprès des travailleuses salariées, notamment par le biais de revues, à l'image de *La Revue des travailleuses* (1952) qui devient *Antoinette* en 1955, à la CGT. Cependant, elles demeurent peu présentes dans les instances. Et si leur proportion progresse, les femmes favorisent bien souvent une implication locale, sur le temps de travail, de façon à pouvoir assumer les tâches domestiques qui leur incombent majoritairement. Dans les années 1970, émerge peu à peu la nécessité d'aménager les structures pour favoriser l'implication des syndicalistes.



Les déléguées de la Fédération de l'habillement au congrès 35^{ème} congrès de la CGT en 1965
IHS-CGT, fédération de l'habillement, 200317/Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

Dans les modalités de lutte, les revendications et le quotidien de la grève, le travail domestique apparaît de façon récurrente. Élaboré par les féministes des années 1970 considérant que l'ensemble des tâches effectuées quotidiennement par les femmes dans la famille relèvent du travail – un travail gratuit –, le travail domestique est articulé aux contestations des femmes de classes populaires. Pour tenir sur la durée, elles organisent une gestion collective des enfants, quitte à organiser des garderies dans les lieux de travail, et elles anticipent la gestion des repas. Les objets du domestique, à l'image du tricot, sont ainsi souvent visibles sur les photos d'occupation de femmes.



Des femmes grévistes tricotent pendant l'occupation de l'usine Oréga à Vincennes en octobre 1959
Droits réservés - Mémoires d'Humanité/Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

Dans les revendications, elles mettent en avant leurs rôles d'épouses et de mères, comme en témoignent également les mobilisations nombreuses des femmes venant apporter leur soutien à leurs maris grévistes au XX^e siècle, que ce soit en s'organisant, mais également en assumant la garde des enfants, dans le cadre de l'exode des enfants de mineurs, comme cela a pu être organisé durant la grève de 1963.

Fanny Gallot,
Historienne, spécialiste de
l'histoire des femmes et
des mobilisations